



N° 87

Le 6 avril 1993

LE CANADA PRESSE LA CORÉE DU NORD DE RECONSIDÉRER SON RETRAIT DU TNP

La ministre des Affaires extérieures, M^{me} Barbara McDougall, a fait savoir aujourd'hui que le Canada appuie fermement la déclaration sur la Corée du Nord faite par les puissances dépositaires du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). La déclaration commune des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Russie presse la Corée du Nord de reconsidérer son retrait du TNP et de respecter intégralement ses engagements en vertu de ce Traité et ses obligations en matière de sauvegarde, qui demeurent en vigueur.

«Le TNP est la pierre angulaire de la sécurité internationale. La Corée du Nord a tout à fait intérêt à en rester partie. Le retrait du TNP et le refus de permettre les inspections internationales mettra en danger la stabilité de la péninsule coréenne et de toute la région, a dit M^{me} McDougall. Si Pyongyang souhaite vraiment entretenir de bonnes relations avec l'étranger, comme il le prétend, ce n'est pas le bon moyen d'y parvenir.»

Le 12 mars, la Corée du Nord a avisé le Conseil de sécurité des Nations Unies, par un préavis de trois mois, de son retrait du TNP. En outre, elle a refusé de se plier à la demande de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de mener une «inspection spéciale» de deux installations nucléaires présumées mais non déclarées, comme il est prévu dans son accord sur les sauvegardes.

Le conseil d'administration de l'AIEA s'est réuni du 30 mars au 1^{er} avril, à Vienne. Une résolution, parrainée conjointement par le Canada et 20 autres pays, a été adoptée par une majorité écrasante. Il y est indiqué que la Corée du Nord ne respecte pas son accord sur les sauvegardes. La résolution a été soumise au Conseil de sécurité de l'ONU.